

ACTION URGENTE

GUINÉE. DES MILITANTS DE L'OPPOSITION ARRÊTÉS AVANT L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Plusieurs personnalités de l'opposition ont été arrêtées arbitrairement à l'approche de l'élection présidentielle qui doit se tenir le 11 octobre en Guinée. Parmi elles figurent le dirigeant syndical Jean Dougou Guilavogui et au moins 35 autres opposants politiques, qui ont été interpellés à la suite d'incidents violents qui se sont déroulés à Koundara, dans le nord du pays. Certains de ces détenus n'ont pourtant pas pris part aux violences et ont même appelé au calme.

Jean Dougou Guilavogui, dirigeant syndical et militaire à la retraite, a été arrêté le 19 septembre à Conakry et détenu sans être déféré à la justice jusqu'à son inculpation, le 25. Sa détention prolongée est contraire au droit international et au droit guinéen. Pendant sa garde à vue, des policiers l'ont interrogé ouvertement sur son engagement dans le syndicalisme et le soutien qu'il avait apporté publiquement à un parti d'opposition. Le 29 septembre, une information judiciaire a été ouverte à son encontre pour outrage au chef de l'État et à l'armée. Amnesty International considère Jean Dougou Guilavogui comme un prisonnier d'opinion car il est détenu uniquement pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'expression. Cet homme souffre d'un problème cardiaque et ne bénéficie pas des soins médicaux adéquats en détention.

Au moins 35 autres opposants politiques ont été arrêtés le 20 septembre, à la suite d'affrontements entre des militants de l'opposition appartenant à l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG) et des sympathisants du parti au pouvoir, le Rassemblement du peuple de Guinée (RPG), à Koundara, dans le nord du pays. Deux maisons ont été pillées et incendiées ; plusieurs personnes ont été blessées, dont un adolescent de 15 ans touché à l'œil par un jet de pierre. Selon les témoignages recueillis par Amnesty International, plusieurs des personnes arrêtées n'ont pas pris part aux violences et ont même appelé les autres militants au calme. Les membres de l'opposition ont été inculpés d'incendie volontaire, de destruction de bâtiments publics et de blessures intentionnelles. Ils se trouvent à la prison centrale de Boké, à quelque 250 kilomètres de la ville où ils ont été interpellés ; ils sont par conséquent loin de leurs familles. En outre, ils sont privés d'avocat. Certains d'entre eux, atteints de pathologies, n'ont pas accès au traitement médical dont ils ont besoin.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE AUX DESTINATAIRES CI-APRÈS, en français, en anglais ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités à libérer Jean Dougou Guilavogui immédiatement et sans condition car il s'agit d'un prisonnier d'opinion, détenu seulement pour avoir exercé son droit à la liberté d'expression, et à relâcher également les militants de l'opposition arrêtés à Koundara qui n'ont pas utilisé ni prôné la violence ;
- exhorte-les à veiller à ce que toutes ces personnes bénéficient des traitements et des soins médicaux nécessaires, dans le respect de leurs souhaits ;
- rappelez-leur qu'elles doivent garantir les droits humains de tous, quelles que soient leurs opinions politiques, et les protéger des arrestations arbitraires à l'approche de l'élection et par la suite, notamment en abrogeant les dispositions du Code pénal qui érigent en infraction la diffamation et les outrages au président de la République et aux représentants de l'État.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 17 NOVEMBRE 2015 À :

Président de la République

Alpha Condé

Présidence de la République

Conakry, Guinée

Courriel : info@presidence.gov.gn

Formule d'appel : *Your Excellency, /*

Monsieur le Président,

Ministre de la Justice

M. Cheick Sako

Ministère de la Justice

BP 06, Conakry, Guinée

Courriel : gouvgn@gmail.com

Formule d'appel : *Dear Minister, /*

Monsieur le Ministre,

Copies à :

Ministre des Droits de l'homme et des

Libertés publiques

Kalifa Gassama Diaby

Ministère des Droits de l'homme et des

Libertés publiques

BP 564, Conakry, Guinée

Courriel : gouvgn@gmail.com

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Guinée dans votre pays (adresse/s à compléter) :

Name Address 1 Address 2 Address 3 fax Fax number courriel Email address formule d'appel Salutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

GUINÉE. DES MILITANTS DE L'OPPOSITION ARRÊTÉS AVANT L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Quelques jours avant le scrutin national, les droits aux libertés d'expression et de réunion sont gravement menacés en Guinée. L'élection présidentielle doit se tenir le 11 octobre et les élections locales, en 2016.

Depuis l'annonce du calendrier électoral, en mars, au moins six personnes sont mortes et des centaines ont été blessées, notamment des policiers et des gendarmes, lors des affrontements entre manifestants et forces de sécurité qui ont eu lieu à Conakry et dans d'autres villes à l'approche des élections. Selon les informations recueillies par Amnesty International, environ 357 personnes sont mortes et des milliers ont été blessées dans des manifestations organisées en Guinée au cours des 10 dernières années.

Le 2 juin, l'Assemblée nationale a adopté un texte de loi sur le maintien de l'ordre public, qui définit quand et comment il est possible d'avoir recours à la force pendant des manifestations. Tout en se félicitant que des mesures aient été prises afin d'établir les missions et les responsabilités des forces de sécurité guinéennes, Amnesty International souhaite appeler l'attention sur le fait que la nouvelle loi – qui doit encore être approuvée par le président – présente des lacunes importantes qui pourraient aboutir à une situation dans laquelle le droit de réunion pacifique ne serait pas pleinement respecté, protégé ni concrétisé. Point essentiel, le texte n'autoriserait pas les rassemblements spontanés, tandis que les forces de sécurité seraient toujours habilitées à disperser des groupes de manifestants pacifiques si elles soupçonnaient ne serait-ce qu'une personne de porter ou de cacher une arme. Or, ces dispositions pourraient être utilisées pour interdire et réprimer les manifestations pacifiques.

Par ailleurs, l'Assemblée nationale a adopté un autre texte à la même séance. Celui-ci prévoit des peines allant jusqu'à cinq ans d'emprisonnement et de lourdes amendes pour outrage, diffamation, offense ou publication de « fausses informations » visant le président ou d'autres représentants de l'État. Ces dispositions sont une restriction totalement injustifiée de la liberté d'expression, qui pourrait servir à incriminer la dissidence ; le président ne doit pas approuver le texte en question.

Le 1^{er} juin, la Haute Autorité de la communication a pris la décision n° 08/SC/P, qui interdisait certains genres journalistiques, notamment les chroniques et les éditoriaux, jusqu'à la fin du processus électoral, ce qui constituait clairement une violation de la liberté d'expression. Compte tenu de la mobilisation de plusieurs associations de médias guinéens, elle a précisé, dans une déclaration publiée le 4 juin, que sa décision devait être comprise comme une invitation à « faire preuve de professionnalisme et de responsabilité dans l'usage des genres d'opinion tels : l'éditorial, le commentaire, la chronique, le billet ».

Huit candidats, dont le président sortant, font actuellement campagne en vue de l'élection présidentielle du 11 octobre. Dans un rapport publié le mois dernier, Amnesty International a appelé les responsables politiques et les forces de sécurité à respecter pleinement le droit à la liberté de réunion pacifique et à veiller à ce qu'une force excessive ne soit pas utilisée contre les manifestants et les autres citoyens durant la période électorale et par la suite (pour en savoir plus, voir le document intitulé *Guinée. Empêcher le recours excessif à la force et respecter le droit à la liberté de réunion pacifique avant et après les élections de 2015 – Appel à l'action*, <https://www.amnesty.org/fr/documents/afr29/2160/2015/fr/>).

Nom : Jean Dougou Guilavogui et au moins 35 autres militants de l'opposition
Hommes

